

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 23 septembre 2022

Journées nationales de France urbaine : les élus urbains proposent 12 mesures d'urgence pour lutter contre les fractures sociales et territoriales

La 5^e édition des Journées nationales de France urbaine s'est conclue à Reims ce vendredi 23 septembre 2022, en présence de Christophe Béchu, ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Ce sont plus de 800 élus, professionnels des grandes villes, agglomérations et métropoles, partenaires et experts qui se sont réunis à l'invitation d'Arnaud Robinet, Maire de Reims, et de Catherine Vautrin, présidente de la communauté urbaine du Grand Reims, pour deux jours d'échanges, de partage et de propositions.

Alors que le pays et les collectivités territoriales font face à de nombreux défis économiques, écologiques, sociaux et démocratiques, les Journées nationales de France urbaine ont mis l'accent sur le rôle des grandes villes, agglomérations et métropoles dans la lutte contre les fractures sociales et territoriales.

Les territoires urbains, qui rassemblent plus de la moitié de la population française, ont engagé des actions volontaristes en matière d'accès au logement, de santé, d'éducation, d'insertion, de mobilité, de transition énergétique, de participation citoyenne. Leur action dépasse bien souvent leur seul périmètre institutionnel, pour apporter des réponses aux habitants, dans une logique d'alliance des territoires urbains, périurbains et ruraux.

Comprendre, partager, mobiliser pour agir plus efficacement et ne laisser personne sur le bord du chemin, c'est l'état d'esprit qui anime les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles.

« Il y a urgence à répondre à l'urgence sociale et écologique. C'est pour cela que les grandes villes font des propositions au Gouvernement comme la mise en place d'un bouclier d'urgence énergétique pour les collectivités locales, la délégation des crédits d'aide à la rénovation énergétique aux collectivités ou un grand plan de lutte contre la pauvreté » a déclaré Johanna Rolland, présidente de France urbaine, Maire de Nantes et présidente de Nantes Métropole.

Il est urgent de matérialiser les principes fondamentaux de confiance, de subsidiarité, de libre administration des collectivités locales et d'alliance des territoires auxquels l'association est attachée. **C'est pourquoi France urbaine exhorte le Gouvernement à tenir son engagement d'un réel changement de méthode.**

Pour résorber les fractures sociales et territoriales et rallumer la flamme de la cohésion sociale qui unit les Françaises et les Français, les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles appellent le Gouvernement et les parlementaires à la mise en œuvre urgente de 12 mesures :

1. **Mettre en place des dispositions pour les collectivités les plus impactées par l'explosion du coût de l'énergie**, et qui sont aussi les plus engagées dans les investissements pour accélérer l'atténuation et l'adaptation des territoires au changement climatique ;
2. **Favoriser l'accélération des investissements des collectivités territoriales en faveur de la transition écologique**, tout en les associant à l'exigence de maîtrise des dépenses publiques ;

3. **Donner une réalité financière aux contrats de transition écologique** par l'abondement par l'Etat d'une enveloppe globale, fongible et pluriannuelle ;
4. **Déléguer aux territoires urbains volontaires les crédits d'aide à la rénovation énergétique**, tels que *MaPrimeRénov'* et le programme *SARE*, en s'inspirant du modèle des aides à la pierre ;
5. **Ne pas supprimer la Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)** pour ne pas déséquilibrer les budgets des collectivités et les relations avec le tissu entrepreneurial local ;
6. **Rendre réellement incitative la fiscalité portant sur les logements vacants** pour une remise sur le marché des résidences principales ;
7. **Déléguer aux territoires urbains volontaires les crédits « prévention spécialisée » et « réussite éducative » du BOP 147** ;
8. **Engager un plan ambitieux de lutte contre les pauvretés et les précarités à partir des bassins de vie et d'emploi** ;
9. **Assurer un continuum de sécurité et de justice** par une répartition territorialisée des effectifs de police et de justice prenant en compte les réalités démographiques et délictuelles ;
10. **Renforcer, dans les Zones à faibles émissions, le soutien financier aux alternatives à l'autosolisme**, et déléguer aux territoires la gestion de ces aides pour plus d'acceptabilité et d'efficacité ;
11. **Reconnaître l'exception alimentaire dans la commande publique** pour faciliter l'approvisionnement en produits durables et de proximité dans la restauration collective publique et soutenir la transition vers la résilience agricole et énergétique ;
12. **Apporter une réponse collective et pérenne à la crise de recrutement** qui touche les métiers de la prévention, de l'animation, du soin, de l'autonomie et du lien social : il est urgent de reconnaître, valoriser et former les personnels de ces secteurs qui font notre cohésion nationale.

Face à l'urgence, nous ne pouvons en rester à l'incantation. Les élus des grandes villes, agglomérations et métropoles, en responsabilité, sont prêts à intensifier leur action au service des transitions. L'Etat doit être à la hauteur des enjeux pour répondre aux difficultés rencontrées chaque jour par les Françaises et les Français.

Contact presse :

Benoit CORMIER

b.cormier@franceurbaine.org

06 40 86 45 38



@France_urbaine